

# ALGÉRIE

## Terreur, pauvreté, crise et tremblements de terre

*L'Algérie est actuellement en proie à une pauvreté généralisée et croissante et subit de fréquentes attaques terroristes. Les catastrophes naturelles – sécheresse, tremblements de terre et inondations – ont également dévasté le pays. Ensemble, ces éléments constituent les principales menaces contre la sécurité humaine. Une série de réformes économiques et une crise politique datant du début des années 90 n'ont fait qu'aggraver la situation.*

### Association El Amel pour le Développement Social

La sécurité humaine est l'objectif principal de toutes les politiques visant le développement social et économique. Toutefois, la crise sociale et politique de la dernière décennie constitue une menace réelle pour le développement humain et la sécurité humaine.

Au cours des dernières années, trois facteurs ressortent comme // en tant qu'// obstacles à la sécurité humaine en Algérie : le terrorisme, la pauvreté et les catastrophes naturelles.

### Sécurité publique et menace terroriste

Les activités terroristes ont commencé au début des années 90. Depuis lors, l'absence de sécurité publique a été le principal obstacle à la réalisation de la sécurité humaine. En dépit des plus grands efforts déployés par la police et les services de sécurité pour protéger la vie des individus et la propriété publique et privée, des milliers d'Algériens sont morts au cours des 10 dernières années. Les estimations sur le nombre exact de victimes directes du terrorisme diffèrent, mais il est clair qu'à des degrés divers, la vague d'assassinats terroristes a touché tous les secteurs sociaux et toutes les régions du pays, avec les conséquences suivantes:

- Un grand nombre de personnes hautement qualifiées – écrivains, enseignants, journalistes, médecins et artistes – se sont exilés parce qu'elles se sentaient menacées.
- Il y a eu un exode d'agriculteurs quittant les zones où des massacres ont été perpétrés, vers les villes et leurs banlieues. En conséquence, les terres et les biens ont été abandonnés et les conditions de vie dans les zones urbaines se sont détériorées.
- Il y a eu un accroissement des tensions sociales et une intensification des revendications collectives dans presque toutes les régions du pays. Des manifestations et des perturbations de l'ordre public sont courantes. Dans certaines régions, ceci a entraîné une telle situation de désordre généralisé que de nombreuses personnes craignent pour leur sécurité.

### Les dimensions de la pauvreté

La pauvreté est devenue une caractéristique permanente de la société algérienne et affecte un cinquième de la population (6,3 millions de personnes). L'échelle du problème l'a transformé en question politique pressante.

Huit pour cent des Algériens vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 1988 ; ce chiffre a grimpé à 14% en 1995. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté constituaient 3% de la population en 1988, avec une hausse à 6% en 1995. Le pourcentage de la population qui risque de glisser dans la pauvreté au moindre changement de leurs conditions de vie était de 12,2% en 1988, mais a enregistré une hausse à 22% en 1995.

### *Causes structurelles*

La période de terreur et de pauvreté croissantes a coïncidé avec les réformes économiques, dans le contexte desquelles les ajustements structurels ont été appliqués comme prescrit pas les Institutions de Bretton Woods. Bien que des réformes politiques aient également été menées, celles-ci se sont soldées par un échec, avec l'annulation des élections et la crise politique qui a démarré au début des années 90.<sup>1</sup>

La violence et les crises politiques et économiques menaçaient la sécurité humaine et ont donné naissance à des contradictions : alors que les pauvres devenaient de plus en plus pauvres, une nouvelle classe aisée de personnes enrichies par la crise apparaissait, et la classe moyenne disparaissait progressivement. Les compagnies étatiques périllicitaient et plusieurs d'entre elles furent fermées, alors que des banques et des sociétés se créaient dans un manque total de transparence, suscitant des soupçons de corruption.

Toutes ces circonstances, ajoutées à l'incompétence institutionnelle et à une bureaucratie excessive, ont découragé la production, l'investissement rentable et l'emploi. En conséquence, le développement économique a été stoppé pendant plusieurs années. La crise profonde de l'emploi a été aggravée par la déréglementation du travail; il y a une crise du logement; les services de santé ont été réduits et des maladies et des épidémies sont apparues; il n'y a pas suffisamment d'eau potable et l'environnement s'est détérioré.

### *Chômage*

Le programme d'ajustement structurel a entraîné une détérioration considérable de la situation de l'emploi au cours des 10 dernières années. Quatre cent mille emplois ont été supprimés et le secteur informel de l'économie s'est étendu. Un total de 2.339.450 personnes se trouve au chômage, dont 37,79% d'agriculteurs (884.110 personnes). Le taux de chômage est de 26%.

### *Consommation*

La consommation et les dépenses moyennes des ménages ont connu des changements majeurs entre 1988 et 2000. Selon les chiffres de l'Office national des statistiques, en 2000, les familles ont dépensé 22.400 millions de dollars US, soit une moyenne de 4.938 dollars par ménage et 745 dollars par personne. En 1988, les dépenses totales s'élevaient à 4.027 millions de dollars, avec une moyenne de 132 dollars par personne. Les dépenses moyennes par personne ont été multipliées par 5,6 en 12 ans.<sup>2</sup>

Au cours de la même période, la différence de pouvoir d'achat entre les ménages riches et les ménages pauvres a également continué de se creuser: les 20% de familles les plus pauvres ne comptaient que pour 7,5% des dépenses totales, contre 43,2% du total pour les 20% les plus riches.

---

<sup>1</sup> «Lors des élections de décembre 1990, 40% des électeurs inscrits s'étaient abstenus. Le premier tour, pour élire 430 députés au parlement, avait donné la victoire au FIS (Front Islamique du Salut), qui avait remporté 188 sièges.... Le Président Chadli Ben Jedid démissionna, sous les fortes pressions des militaires et des politiciens qui appréhendaient une victoire du FIS. Un Groupe spécial de sécurité constitué de trois chefs militaires et du Premier ministre prit le pouvoir. En février, le Haut-conseil d'Etat décréta l'état d'urgence sur l'étendue du territoire, pour une durée d'un an. L'armée était opposé à toute possibilité de partager le pouvoir avec le FIS. En mars 1992, le FIS fut interdit.» A partir de là, les militants islamiques ont eu recours à la violence et au terrorisme. Voir Instituto de Tercer Mundo, *The World Guide: An alternative reference to the countries of our planet. 2003-2004*. Montevideo : ITeM-New Internationalist Publications Ltd. 2003.

<sup>2</sup> Office National des Statistiques (ONS), *Enquête sur la Consommation en Algérie*, Algérie: 2000.

## *Santé*

Bien que des soins de santé publique gratuits soient à la disposition de la population, les familles les plus vulnérables ont maintenant moins accès aux soins médicaux, pour diverses raisons. Le coût élevé des médicaments et le fait que certains de ceux-ci ne sont pas couverts par les systèmes d'assurance-santé ont mené à une baisse dans l'achat des médicaments. D'autres facteurs qui contribuent à restreindre l'accès de ces familles aux soins médicaux comprennent la détérioration des centres de santé et des hôpitaux, le mauvais fonctionnement des équipements, le manque d'entretien, le manque fréquent de médicaments et en particulier dans les zones rurales, l'éloignement des centres de santé.

Les indicateurs pour 2000 montrent que 80% des mères ont reçu des soins prénatals durant la grossesse, et que 86% de ces mères ont reçu leurs soins dans des établissements sanitaires publics. Quarante vingt dix sept pour cent des enfants avaient été vaccinés. Dans les villes, 92% des enfants âgés de 12 à 23 mois avaient reçu tous leurs vaccins ; dans les zones rurales, seulement 86% avaient reçu tous leurs vaccins.

## *Logement*

Selon le Recensement général de la population de 1998, il y avait 5.021.000 unités de logements, dont 4.102.000 (81,64%) étaient occupées. Bien que le nombre de logements occupés se soit accru, la croissance démographique était encore plus forte. En conséquence, l'indice d'occupation moyen s'était élevé, passant de 7,14 personnes par ménage en 1998 à 8,6 personnes par ménage en 2001.<sup>3</sup>

En outre, le nombre de personnes vivant dans des logements insalubres est de près de 3,7 millions, soit près de 12% de la population. Ce pourcentage élevé de logements inadéquats, et l'absence d'aires de loisir pour les enfants, par exemple des parcs publics, indiquent une détérioration de du cadre de vie.

## *Education*

La fréquentation scolaire chez les 6-14 ans s'élève à 94%. Les niveaux de scolarisation chez les personnes ayant bénéficié d'un type d'éducation sont répartis comme suit : 39% ont fréquenté les écoles primaires, 35% ont fréquenté l'école secondaire du premier cycle, 19% ont fréquenté l'école secondaire, second cycle, et 6,5% ont eu une éducation universitaire.

Le taux d'analphabétisme reste élevé, en dépit des efforts déployés par le Gouvernement et par la société civile. En 1998, 32% de la population était illettrée, mais ce chiffre a baissé à 23% en 2002. Le taux d'analphabétisme est plus élevé dans les zones rurales (31%) que dans les centres urbains (18%). Il est également plus élevé chez les femmes (30%) que chez les hommes (18%) et est particulièrement élevé chez les femmes rurales (40%), par rapport aux femmes des centres urbains (23%).

La fréquentation scolaire, la réussite scolaire et le nombre d'années de scolarisation sont tous des facteurs de différenciation sociale. Les enfants des familles paysannes ont des difficultés à achever un cycle scolaire de plusieurs années. Des différences supplémentaires entre le milieu urbain et le milieu rural et entre les riches et les pauvres désavantagent ces enfants dans la recherche d'emplois. Les plus défavorisés dans cette situation sont les plus pauvres, en particulier les filles pauvres qui vivent dans les zones rurales.

## **Catastrophes naturelles: sécheresse et inondations**

---

<sup>3</sup> Office National des Statistiques (ONS). *Résultats du Recensement Général de la Population*. Algérie : 1998.

Divers types de catastrophes naturelles ont frappé l'Algérie de manière particulièrement dure :

### *Sécheresse et désertification*

L'Algérie a connu dix années de sécheresse qui ont provoqué des pertes de récolte sérieuses et rehaussé les coûts de production dans l'agriculture. En conséquence, il a fallu importer davantage de produits alimentaires. Les dépenses sur les importations de produits alimentaires s'élèvent à près de 2 milliards de dollars US et représentent une part importante des recettes d'exportation. Ces fonds auraient pu être consacrés à l'importation de produits ayant une plus grande utilité économique, par exemple, les pièces détachées et les équipements nécessaires à la production ou le financement de nouveaux programmes de développement et la réduction du chômage.

Quatre vingt dix pour cent de la population vit sur juste 12% de la superficie du pays. En l'absence de politiques environnementales adéquates, la superficie des terres cultivables se rétrécit régulièrement en raison de l'érosion, de la sécheresse et de facteurs démographiques ou liés au développement. Les zones désertiques ont gagné en superficie : il y a une avancée rapide du désert sur les terres agricoles.

### *Inondations*

Après la sécheresse, il y a eu, dans diverses parties du pays, de fortes pluies qui ont provoqué de graves inondations, avec d'importantes pertes en vies humaines et en biens. Les pires effets des inondations de 2001 ont été ressentis dans la ville d'Alger, en particulier dans le quartier de Bab El Oued. Des centaines de personnes ont péri, beaucoup plus ont été portées disparues et des quartiers entiers ont été engloutis, avec des dégâts matériels considérables.

### *Tremblements de terre*

La partie le l'Algérie la plus fortement peuplée est le nord et c'est également la région où l'activité sismique est fréquente. Le dernier tremblement de terre, le 21 mai 2003 a, à lui seul, causé la mort de 2.500 personnes et laissé 30.000 familles sans abri. Les autorités publiques sont toujours en train de s'efforcer de reloger ces familles, ne serait-ce que dans des baraquements. D'autres tremblements de terre dans différentes régions de l'intérieur ont causé des douzaines de morts. De nombreuses familles ont perdu leur foyer, mais il n'y a pas d'information actualisée sur leur situation.

## **Besoins sociaux**

La société algérienne a de nombreux besoins, tous urgents.

Après tout ce que la population a subi entre les mains des terroristes, la garantie de la sécurité de la personne et des biens doit occuper la première place dans les besoins sociaux. La société exige de meilleurs résultats des forces de sécurité chargées de la sécurité publique.

La pauvreté est un phénomène social complexe et à ce titre, nécessite une action soutenue, visant à améliorer la situation actuelle, mais aussi projetée pour l'efficacité à long terme. Sur cette question et aussi pour ce qui est de l'éducation, divers secteurs sociaux ont exprimé une gamme de revendications :

- Réviser, réactualiser et restructurer la répartition des avantages en matière de bien-être social, en collaboration avec la société civile et en particulier, les associations locales.

- Contenir le chômage en encourageant la pratique des contrats de formation, essentiellement en faveur des jeunes diplômés de l'université, afin qu'ils puissent contribuer aux revenus de leur famille et acquérir une expérience professionnelle.
- Promouvoir la création de micro-entreprises par les jeunes en facilitant l'accès aux prêts bancaires et en simplifiant la paperasserie administrative.
- Rehausser les salaires, en particulier ceux des travailleurs du secteur public en charge de services prioritaires tels que la santé et l'éducation (y compris l'enseignement supérieur), pour rehausser leur pouvoir d'achat et améliorer leur niveau de vie.
- Améliorer la qualité des logements et mettre en œuvre des programmes visant à la construction de logements d'un coût abordable pour la majeure partie de la population ; contraindre les sociétés immobilières, les banques et les institutions d'épargne à respecter leurs obligations et leurs engagements vis-à-vis de leurs clients ; empêcher que des considérations électoralistes ne déterminent l'affectation des logements.<sup>4</sup>
- Garantir la scolarisation gratuite et obligatoire, en particulier pour les enfants des familles les plus nécessiteuses et ceux des zones reculées où les enfants doivent souvent se livrer à des travaux physiques rudes pour survivre. Retirer l'éducation de l'arène politique.

Enfin, en ce qui concerne les catastrophes naturelles et leurs conséquences, la société civile invite instamment à :

- Accorder davantage d'aide aux victimes du tremblement de terre du 21 mai 2003, et à toutes les victimes des autres catastrophes (inondations, sécheresse, etc.) survenues dans différentes régions du pays.
- Prendre en compte les problèmes environnementaux en les incorporant dans les programmes de développement socio-économique du pays, ainsi que dans les programmes d'enseignement. Encourager une plus grande préoccupation pour les questions environnementales dans différents secteurs de la société.
- Combattre les activités et pratiques qui causent des dégâts graves croissants pour l'environnement et qui constituent une menace pour les grands centres de population ; impliquer la population dans les mesures visant à rehausser la sensibilisation à l'environnement.

#### Références

Conseil national Economique et social (CNES), *Rapport sur le Développement Humain*, Algérie, 2002.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), *Rapport Arabe sur le Développement Humain 2002*, 2002.

Centre National d'Etudes et d'Analyses pour la planification (CENEAP), *Enquête sur les Résultats de l'Ajustement Structurel en Algérie*, Algérie, 2000.

---

<sup>4</sup> «Selon de nombreux Algériens, les maires locaux et d'autres responsables corrompus distribuent régulièrement les logements entre leurs familles et leurs amis – des allégations qui ont suscité des émeutes devant des bureaux municipaux à Alger».

[www.miami.com/mld/miamiherald/2002/08/11/news/world/3839094.htm](http://www.miami.com/mld/miamiherald/2002/08/11/news/world/3839094.htm)